

PUBLIC-PRIVÉ : RENDRE L'ÉCOLE POPULAIRE

L'expérience de notre mouvement nous donne quelques éléments solides pour travailler sur ce sujet, entre nous d'abord, mais aussi avec les partenaires syndicaux et politiques, avec les jeunes et les parents.

C'est avant tout la mise en œuvre d'un vrai projet éducatif de coopération résolue avec les milieux populaires, avec les enfants et les adolescents, qui nous fournit les premiers éléments de réflexion. Pour nous les perspectives sont concrètes. Elles correspondent à des pratiques précises dans le quotidien de la classe, à une formation exigeante des jeunes, en refusant la séparation des objectifs et des moyens pour y parvenir.

Notre expérience nous donne autorité pour interroger de près ce que signifie le thème, si souvent avancé par les tenants de l'école privée, de la nécessaire **rénovation de l'enseignement**. Qu'est-ce que cette qualité dont ils parlent ? Une certaine possibilité de choix pour les parents ? Des moyens plus importants pour « faire » la classe ? Ces vingt dernières années, qu'a apporté l'école privée dans ce domaine de la rénovation ? Que nous ayons, au moins, la possibilité d'un vrai débat sur les objectifs de l'éducation aujourd'hui. Notre force, c'est de poser les mêmes questions à l'Education Nationale tout entière et souvent de façon dérangeante.

Cette exigence que les uns et les autres s'expliquent vraiment sur leur projet éducatif, est largement faussée par deux facteurs. D'abord par le fait que la majorité des politiques (et des journalistes) couvrant les problèmes d'éducation n'ont pu - ou ont refusé - de plancher sérieusement sur ce que serait aujourd'hui une alternative éducative inventant l'avenir. Et que l'on ne nous réponde pas par le simple mot d'informatique (1).

Le manque de projet éducatif (c'est-à-dire de quelque chose qui ne se limite pas à des structures) amène implicitement un certain nombre de gens à être avant tout sensible aux sirènes de l'école privée, par les références magiques à ce qui serait la liberté de l'enseignement, la souplesse des méthodes, quand ce n'est pas par rapport à une réussite ponctuelle dans l'enseignement privé.

L'autre facteur résulte des ambiguïtés des responsables syndicaux et plus globalement du corps de l'enseignement public par rapport à la rénovation du système éducatif. L'analyse de tout ce qui a accompagné, l'an dernier, le projet de rénovation des collèges, est exemplaire. Elle révèle un immense champ de manœuvres bien étrangères au changement qualitatif.

(1) Informatique qui a pris le relais du mythe audiovisuel des années 60 ; pour notre part, nous avons refusé le mythe mais nous pouvons faire état de réussites concrètes.

D'autres arguments tirés de notre expérience nous apportent des éléments de réflexion. Celui, par exemple, qui figure dans notre charte concernant le refus de l'endoctrinement. A priori l'idée d'une école confessionnelle nous heurte. Non par refus que quiconque puisse avoir et vivre la religion de son choix, mais du fait que ce sont les parents qui imposent une orientation à leurs enfants avant même qu'ils n'en soient conscients. Nous savons l'importance du milieu familial dans la formation affective et culturelle de l'enfant. Mais c'est une des conquêtes de notre pédagogie que d'insister sur le respect nécessaire de l'enfant au niveau de ces choix tant culturels que philosophiques et religieux. Et là, il ne s'agit pas d'affirmations vagues, mais de démarches précises, à propos desquelles nous acceptons à tout moment de montrer nos pratiques et d'en discuter.

Cette exigence, nous l'avons également dans l'école publique. Elle nous sert tout autant aujourd'hui à critiquer certaines affirmations sur l'enseignement de l'histoire et à soutenir la mise en place d'une école fondée sur des droits et pas seulement sur des obligations : droits de l'enfant, de l'adolescent, de l'homme et de la femme.

Enfin, et c'est pour nous une priorité, que signifie pour les uns et pour les autres, une véritable éducation populaire ? S'il est faux d'assimiler mécaniquement l'école privée à l'école des riches, il est nécessaire de s'interroger sur le projet social de ce type d'école. De même pour l'école publique, là encore.

Dans l'enseignement professionnel, en particulier, l'école privée a souvent joué un rôle de formation au rabais, concernant les formations peu qualifiées, qui traduit d'abord une adaptation servile aux besoins les plus immédiats du patronat. Des pressions ont joué dans le même sens dans l'Education Nationale, mais la vie syndicale, les mouvements pédagogiques, les associations de parents ont permis de limiter, parfois même d'inverser ces évolutions, en tous cas d'être conscient des problèmes posés. Le constat est le même en ce qui concerne les enfants d'origine populaire, les plus en difficulté. Si l'école privée accueille aussi des jeunes de milieux ouvriers, l'essentiel de l'effort concernant les jeunes les plus touchés par la crise sociale et économique a toujours reposé sur l'école publique. Nos camarades, si nombreux dans les secteurs difficiles de l'éducation spécialisée et de l'enseignement professionnel, sont bien placés pour le savoir.

Notre solidarité de fait avec les enfants des classes populaires, l'importante expérience acquise par nos pratiques quotidiennes dans cette relation, l'apport capital de la pédagogie Freinet pour mettre en valeur la richesse de ces enfants, sans placer toujours en avant seulement leurs difficultés, nous donnent un certain poids dans un débat où l'essentiel est trop souvent laissé de côté.

L'appui intéressé de la droite politique à l'enseignement privé rend la transformation éducative encore plus difficile. De ce fait, les militants de l'I.C.E.M. ont eux aussi la responsabilité de contrebalancer l'engagement politique de l'opposition qui mijote aujourd'hui — et sans état d'âme — des projets éducatifs résolument rétrogrades. Les mouvements déclenchés par les laïcs rappelleront que les pressions ne vont pas toutes dans le même sens.

Mais notre participation supposera l'effort permanent d'interroger sans cesse la gauche sur son projet éducatif réel et d'éviter les condamnations hâtives, voire manipulatoires des propositions d'Alain Savary. Réagir, mais pas de n'importe quelle manière, en se rappelant qu'une lente maturation peut aussi peser positivement sur les simplifications trop faciles.

Le comité directeur de l'I.C.E.M.